



BURUNDI DIPLOMATIE

BURUNDI-DIPLOMATIE, UN BULLETIN TRIMESTRIEL, QUI VOUS INFORME SUR LES GRANDES ACTIVITES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT REALISEES AU COURS DU TRIMESTRE

BULLETIN TRIMESTRIEL N°10 DU 31 JUIN 2023

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement organise la Semaine Diplomatique, Edition 2023



Dans ce numéro:

- **Editorial** Pge 2
- **L'Union Africaine organise le premier sommet quadripartite** Pge 3
- **Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Développement organise la semaine diplomatique, Edition 2023** Pge 4
- **Tenue de la 5^{ème} session Dialogue politique entre le Gouvernement du Burundi et l'Union Européenne** Pge 7
- **Célébration du 60^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation l'Union Africaine** Pge 9
- **Le Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération Russe visite le Burundi** Pge 14
- **La délégation de l'Union Européenne au Burundi organise un match amical de football avec le Ministère en charge des affaires étrangères** Pge 16

EDITORIAL



Inès Sonia NIYUBAHWE, Directeur de la Communication et Porte-parole du Ministère

« Paix, dignité et égalité sur une planète saine ». Tels sont les attributs que défendent les Nations Unies. Sont-ils réellement mis en application sur les quatre coins de la planète ? Les pays africains trouvent que non.

Même après la célébration du soixantième anniversaire de l'OUA-UA au mois de mai 2023, l'Afrique appelle encore à la coopération internationale mutuellement avantageuse. Bien qu'ayant démontré que sa collaboration étroite avec l'Organisation des Nations Unies peut-être utile dans la prévention et la résolution des conflits sur le continent en général et particulièrement dans les pays comme le Soudan, la République centrafricaine, la Somalie, etc., elle continue d'être considérée comme un acteur juvénile! Peuplée de 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique continue à être invitée dans l'hémicycle du Conseil de sécurité des Nations Unies comme un membre non permanent.

Le Conseil de sécurité est l'institution la plus puissante de l'Organisation des Nations unies (ONU). La Charte des Nations Unies confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Tous les États

Membres de l'Organisation sont tenus d'appliquer les décisions du Conseil. Composé de quinze (15) membres disposant chacun d'une voix, cinq (5) ont la qualité de membres permanents : la Chine, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Russie (qui a remplacé l'Union soviétique) et sont dotés du droit de veto. On se rappellerait que les dix (10) membres non permanents sont élus pour une période de deux ans par l'Assemblée générale, qui tient compte de la contribution des membres de l'Organisation au maintien de la paix et de la sécurité internationale, ainsi que d'une volonté de répartition géographique.

La plupart des missions de paix de l'ONU (à peu près 70%) sont basées en l'Afrique. Le paradoxe est que, bien que l'Afrique occupe une grande part dans l'ordre du jour du Conseil, elle reste le seul continent qui n'est toujours pas représenté comme membre permanent audit Conseil. Et pourtant, parmi les cent quatre-vingt-treize (193) pays membres de l'Organisation des Nations unies, cinquante-quatre (54) sont d'Afrique. Cette situation est inacceptable pour les pays africains qui se voient traités injustement.

Certes, l'Afrique a connu plusieurs problèmes politico-sécuritaires. Certains d'entre eux ont retardé son développement. Ils ont toutefois été une opportunité d'apprendre. Apprendre la gestion des conflits internes sans ingérence extérieure « Des solutions africaines aux problèmes africains ». Certaines des grandes puissances n'y croiraient pas car la plupart des institutions africaines sont encore très jeunes. Mais qu'est-ce la jeunesse ? Une catégorie d'âge, le plus souvent définie par les institutions (12-17 ans, 16-25 ans, 18-30 ans) (NJEP, 2006-2007). Les pays africains ne sont pas donc aussi jeunes que d'aucuns ne le pense. La plupart ayant déjà totalisé plus ou moins 60 ans d'indépendance. L'Union africaine où ils sont regroupés est certes jeunes car âgée de moins de 30 ans mais elle a aussi le droit d'expérimenter au moins l'imitation des générations précédentes (les organisations qui sont plus vieilles) ou l'expérimentation de nouvelles règles de vie. Elle doit donc avoir un espace où s'épanouir. Par ailleurs, devenir adulte est un processus long, mais les jeunes peuvent être autonomes sur certains plans (Van de Velde, 2008). L'expérience actuelle du renforcement des synergies, la coordination et la complémentarité parmi les diverses initiatives afin de réussir le rétablissement de la sécurité dans l'Est de la République Démocratique du Congo et la promotion de la coexistence pacifique entre les Etats membres de la communauté Est africaine est un exemple qui peut nous dire plus de la force de l'Afrique à travers ses différentes organisations régionales.

Comme l'a déclaré le célèbre réalisateur, scénariste et acteur américain James Broughton, les seules limites sont, comme toujours, celles de la vision. La vision de l'UA d'une Afrique intégrée, stable, pacifique et prospère n'est un secret pour personne. Elle apparaît aussi dans l'Agenda 2063 et ses sept aspirations, en particulier l'aspiration numéro 4 (une Afrique pacifique et sécurisée). Les amis de l'Afrique ne sont appelés qu'à la soutenir pour que sa voix qui crie à la réforme du Conseil de sécurité soit audible et considérée.

Le Président de la Commission de l'Union africaine, M. Moussa Faki Mahamat, l'a bel et bien déclaré : « l'Afrique a besoin d'autre chose que des « déclarations incantatoires ». Il faut maintenant agir et faire en sorte que des décisions soient prises. Ignorer cet appel serait vouloir creuser un fossé profond entre pays riches et pauvres mais nul des deux parties ne serait épargnée des conséquences qui en découleraient.

L'Union Africaine organise le premier sommet quadripartite



Le mardi 27 juin 2023, l'Union Africaine a tenu un sommet quadripartite à l'endroit de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Conférence Internationale sur la Région des grands lacs (CIRGL) et la Communauté de développement de l'Afrique Australe (CDAA) à Luanda, en République d'Angola.

Dans un communiqué rendu public, quelques décisions ont été prises par les participants, entre autres : la prise de note du rapport des Ministres de la quadripartite sur la coordination et l'harmonisation des initiatives régionales en matière de restauration de la paix et de la sécurité dans l'Est de la République démocratique du Congo. Ils se sont aussi convenus au respect des progrès accomplis jusque-là dans les domaines politique, militaire, humanitaire et socio-économique par les différentes parties prenantes en vue de relever les défis. Ils ont ensuite félicité S.E. Félix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo et S.E. Paul Kagame, Président de la République du Rwanda, pour leurs engagements en faveur du règle-

ment pacifique du conflit par le dialogue et la médiation sous la facilitation de S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço.

Ce communiqué poursuit en disant que les participants au sommet ont aussi pris note des progrès réalisés par la CAE et salué des efforts déployés par S.E. Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi et Président du Cadre pour la sécurité, la paix et la coopération pour la RDC et la région et S.E. Uhuru Kenyatta, ancien Président de la République du Kenya et Facilitateur du processus de Nairobi, et ont félicité la Force régionale de la CAE pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans l'Est de la RDC. Ils ont ensuite salué l'engagement de la CEEAC à coopérer pleinement avec les autres organisations régionales sur les initiatives politiques, diplomatiques et sécuritaires en vue de la pacification. Ils ont salué en outre les efforts de la CAE, de la CEEAC, de la CIRGL et de la CDAA qui ont reconnu la nécessité d'une approche harmonisée et coordonnée sous l'égide de l'Union africaine pour faire face aux différentes menaces qui pèsent sur la sécurité de la région des Grands Lacs et les ont encouragés à renforcer davantage leur coopération et à intensifier leurs efforts en matière de sécurité collective.

Les participants au sommet ont félicité la SADC, en particulier, pour son initiative appelant à l'harmonisation et à la coordination accrue de toutes les initiatives et de tous les efforts politiques et diplomatiques en faveur de la paix et de la sécurité dans l'Est de la RDC. Ils se sont aussi félicités des progrès accomplis dans la préparation des sites de pré-cantonement et de cantonnement pour le désarmement du M23, et ont souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du Programme de désarmement, démobilisation, réintégration et stabilisation communautaire (DDRC-S) pour les ex-combattants. Ils ont en outre adopté le « Cadre conjoint de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et des Nations Unies (NU) pour la coordination et l'harmonisation des initiatives de paix dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) sous les auspices de l'UA », qui vise à promouvoir la cohérence des initiatives existantes de la quadripartite en matière de paix conformément aux décisions

et instruments pertinents, lit-on dans le communiqué.

Les participants au sommet ont approuvé la mise en place d'un « Groupe de travail de coordination à plusieurs niveaux » composé de représentants de la RDC et du Rwanda, de l'Union Africaine, des Présidents de la CAE, de la CIRGL, de la SADC et de la CEEAC, ainsi de l'ONU, avec un accent particulier sur les dimensions politiques, diplomatiques, militaires, humanitaires et socio-économiques, afin de faciliter l'échange continu d'informations pour promouvoir la cohérence, comme le montre toujours le communiqué. Ce sommet quadripartite a aussi demandé aux membres de la quadripartite de mettre pleinement en œuvre le Cadre conjoint pour la coordination et l'harmonisation et de faire rapport au Conseil de paix et de sécurité de l'Union Africaine tous les trimestres, ainsi qu'à d'autres réunions statutaires de l'Union Africaine. Il a réitéré les décisions, mécanismes et initiatives de paix antérieurs des CER/MR concernés sur la situation dans l'Est de la RDC comme fondement du Cadre conjoint et a souligné la nécessité d'une approche coordonnée et concertée pour en assurer la mise en œuvre intégrale et efficace.

Selon toujours le même communiqué, les participants au sommet ont demandé en outre à la Commission de l'UA de convoquer une réunion des chefs d'Etats membres de la quadripartite en vue de coordonner les déploiements existants et planifiés dans l'Est de la RDC. Ce sommet a souligné l'importance cruciale d'un échange en temps opportuns et de consultations entre la Commission de l'Union Africaine, l'Organisation des Nations Unies et les organismes régionaux en ce qui concerne les initiatives visant à rétablir la paix et la stabilité dans l'Est de la RDC et dans la région. Ce sommet a réaffirmé le rôle central de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération et de son mécanisme de gouvernance pour la coordination et l'échange d'informations afin d'assurer la paix et la sécurité dans l'Est de la RDC et dans la région et a appelé à sa mise en œuvre intégrale par les signataires et les garants. Le sommet a noté avec préoccupation le manque de financement prévisible, adéquat et durable pour les initiatives de paix dans l'Est de

la RDC, et par conséquent, demande à la Commission de l'UA, en coordination avec les membres de la quadripartite, de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre efficace et effective du Cadre conjoint pour la coordination et l'harmonisation, tel qu'adopté par la plateforme quadripartite.

Le sommet a salué la signature de l'accord de subvention entre l'UA et la CAE en vue de faciliter les opérations de la Force régionale de la CAE et a félicité les Républiques d'Angola et du Sénégal pour leur soutien financier au processus de Nairobi dirigé par la CAE. Ce sommet s'est félicité également de l'annonce, par la République gabonaise, d'une contribution financière aux efforts de paix dans l'Est de la RDC, et a appelé les autres États membres de l'UA à apporter volontairement leurs contributions financières aux processus de paix en Afrique. Ce sommet a salué en outre les efforts louables déployés par les Forces Armées de la RDC (FARDC), la Force Régionale de la CAE et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO) en vue d'éradiquer toutes les forces négatives opérant dans la région, continue le communiqué.

Le même communiqué annonce que le sommet quadripartite a enfin exprimé sa gratitude à la République d'Angola, par l'intermédiaire de S.E. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, pour avoir accueilli avec succès le premier Sommet quadripartite et a décidé d'institutionnaliser le Sommet quadripartite en tant que plateforme de coordination, d'harmonisation et de consultation de haut niveau sur la situation dans l'Est de la RDC, et attend avec intérêt la tenue du deuxième Sommet quadripartite et s'est félicité de l'offre de la République du Burundi d'accueillir le deuxième Sommet quadripartite à Bujumbura . **Claudine Nzigamiye**

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Développement organise la semaine diplomatique, Edition 2023

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a organisé la semaine diplomatique Edition 2023 du 27 au 30 juin 2023 sous le thème: « Pour un investissement multi-

forme dans la jeunesse burundaise africaine; une des facettes des de la diplomatie économique dans l'atteinte des objectifs de développement durable.» Les activités de cette semaine ont été rehaussées par



le Secrétaire Permanent au Ministère Monsieur Ferdinand Bashikako qui a représenté le Ministre, Son Excellence Albert Shingiro qui était dignement empêché. Etaient invités aux activités le corps diplomatique et consulaire, les Représentants des Organisations internationales et régionales ainsi que les Hauts Cadres de l'Etat. Le premier jour du 27 juin 2023 de la semaine diplomatique était réservé à l'ouverture des activités de la semaine diplomatique à l'hôtel Club du lac Tanganyika.



Le deuxième et le troisième jour du 28 et du 29 juin 2023 était organisé une excursion en province de Gitega pour découvrir ensemble les efforts consentis par le Gouvernement et par les jeunes à travers des projets de développement. Comme l'a annoncé Monsieur Ferdinand Bashikako, ces efforts visent un objectif noble et ambitieux pour un Burundi un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060; un engagement du Gouvernement du Burundi à renforcer le paysage économique du pays et à propulser les performances dans tous les sec-

teurs de la vie nationale.

Les participants ont alors visité le Programme d'Autonomisation Economique et d'Emploi des Jeunes(PAEEJ) sis à Gitega.

Le Coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a informé les visiteurs que le PAEEJ est l'initiative du Gouvernement du Burundi mise en place dans l'optique de résoudre le problème du chômage des jeunes.

Il a dit qu'il existe trois principales composantes du PAEEJ à savoir : le renforcement des capacités des jeunes dans le but de mener des actions de renforcement des capacités des jeunes chômeurs voulant se convertir dans d'autres métiers ou dans leurs domaines de compétences en insistant surtout sur le changement de mentalité. Pour la deuxième composante du PAEEJ, le coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a parlé de l'Entreprenariat qui a pour objectif l'appui et le soutien de toutes les propriétés sélectionnées pour leur rôle potentiel à produire de la croissance et la création d'emploi pour tous en particulier les jeunes chômeurs. Pour la troisième composante, le Coordinateur national du PAEEJ a parlé de l'employabilité des jeunes qui consiste à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes par le biais de leur placement à travers des stages de premier emploi dans des entreprises partenaires qui vont accepter d'accueillir de jeunes pour un stage de travail payant avec un engagement de retenir au moins la moitié après une année. Pour les autres non-retenus le Coordinateur national du PAEEJ Dr Désiré Manirakiza a informé qu'ils seront appelés à



monter un projet que le PAEEJ pourra financer. Il informé qu'il existe déjà des jeunes qui se sont créés des emplois en coopérative après la formation et ces coopératives sont réparties partout dans le pays.



Les participants ont ensuite visité le sanctuaire des tambours à Gishora, ils ont appris que le domaine royal de Gishora a été fondé par le Mwami Ntare Rugamba dans la première moitié du 19^{ème} siècle après sa victoire contre le chef rebelle Ntibirangwa. Il se trouve sur le sommet de la colline Gishora dans la commune de Giheta à 7 km de la ville de Gitega.



Enfin, les participants ont visité la coopérative Mutoyi à Bugendana en province Gitega. Ils ont découvert que la coopérative de Mutoyi est active dans l'élevage de poules, la fabrication des cuvettes et ont beaucoup apprécié ces produits.

Les activités de la semaine diplomatique Edition 2023 se sont clôturé l'hôtel Green Park Ressort sur la colline Bu-

garama à Muramvya.

Dans son allocution, le représentant du Doyen du corps diplomatique Son Excellence Daniel Wambura Ambassadeur du Kenya au Burundi a exprimé ses remerciements au nom de tous les Diplomates qui étaient présents. Il a félicité Son Excellence Evariste Ndayishimiye d'avoir pris l'initiative de développer le pays. Il a rassuré qu'ils accompagneront le Burundi dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement.

Son Excellence Ambassadeur Daniel Wambura a aussi remercié le Ministère des Affaires Etrangères d'avoir organisé la semaine diplomatique. «C'est une manifestation d'un amour envers les autres pays et leurs représentations ; c'est une manifestation de bonnes relations d'amitié et de coopération avec les partenaires du Burundi.» a-t-il indiqué.



Dans son mot de clôture, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Monsieur Ferdinand Bashikako a exprimé sa joie d'avoir accompli la mission sans aucune équivoque. Il a remercié tous les invités qui ont pu répondre à l'invitation et les a rappelés que le Burundi célèbre son 61^{ème} anniversaire de son Indépendance le 1^{er} juillet 2023. Le Secrétaire Permanent Monsieur Bashikako a enfin encouragé les Diplomates à visiter souvent et profondément le Burundi pour mieux le connaître, l'aimer, et l'accompagner dans la mise en œuvre de son Plan National de Développement. Les activités sont clôturées par le partage d'un déjeuner dans la joie totale des participants.

Claudine Nzigamiye

Tenue de la 5^{ème} session du Dialogue politique entre le Gouvernement du Burundi et l'Union Européenne



Le vendredi 22 juin 2023, le Gouvernement du Burundi représenté par SE M. Ambassadeur SHINGIRO, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement et l'Union Européenne au Burundi représentée par Mme Martina BOROVIAC PECAREVIC, Chef de délégation de l'Union Européenne adjoint, chargé d'Affaires a.i et les Ambassadeurs des Etats membres de l'Union Européenne résidents au Burundi à savoir l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays Bas, ont repris leurs échanges, lors de la 5^{ème} session de dialogue politique, tels que prévus par l'article 8 de l'accord de Cotonou liant d'une part, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique et d'autre part, l'Union Européenne et ses Etats membres.



Dans sa brève allocution d'avant les échanges, Son Excellence Albert SHINGIRO, n'a pas manqué à manifester sa satisfaction quant à la tenue de ces dialogues politiques. Il a indiqué que cette 5^{ème} session de dialogue politique se tient au moment où le partenariat entre le Gouvernement du Burundi et l'Union Européenne s'est raffermi avec la levée en février 2022, des sanctions économiques prises contre le Burundi. Il a fait savoir que ce dialogue allait permettre d'évaluer aussi l'état de coopération entre l'Union Européenne et le Burundi.



D'après le communiqué de presse rendu public après les échanges, Il a été indiqué qu'au cours de cette cinquième édition, les deux parties ont échangé sur des sujets d'intérêt commun, notamment : les modalités de la coopération UE-Burundi, la situation économique et climat des affaires, l'état de droit et droits de l'homme et la coopération sur la scène régionale et internationale.

Selon toujours ce communiqué, s'agissant des questions de paix et sécurité, les deux parties ont réitéré leur attachement aux principes et aux valeurs de la Charte des Nations Unies et au droit international.

Les deux parties se sont félicitées du climat constructif qui a présidé à leurs échanges. La poursuite du dialogue politique est inspirée par une volonté partagée d'engagement au bénéfice des peuples burundais et européen.

Epipode Bankindi

Célébration du 60^{ème} anniversaire de la création de l'Organisation de l'Unité Africaine(OUA-UA)



Le 25 mai 2023 à Zion Beach en Mairie de Bujumbura, le Bureau du Haut Représentant de la Commission de l'Union Africaine a organisé une célébration pour le 60^{ème} anniversaire de l'Organisation de l'Union Africaine-Union Africaine en collaboration avec l'Ambassade de l'Ouganda au Burundi (doyen du corps diplomatique). Cet événement était également organisé pour marquer la Journée mondiale de l'Afrique (Africa Day) et a vu la participation du corps diplomatique accrédité au Burundi, les représentants de différentes Organisations Internationales en présence du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO

En marge de la célébration de l'Africa Day, le groupe des Ambassadeurs africains au Burundi a organisé une table ronde, au cours de laquelle des discussions portant sur la création, les objectifs, les structures et les organes de l'Union Africaine ont été tenues. Les participants ont également abordé les sujets des organes juridiques, judiciaires et des droits de l'homme ainsi que les instruments clés de l'Union Africaine et leurs dépar-

tements.

Le Haut Représentant de l'Union Africaine au Burundi Monsieur Sghair M'BARECK SAID a lu intégralement aux participants le discours du Président de la Commission de l'Union Africaine Son Excellence Monsieur MOUSSA Faki Mahamat. Il a fait savoir que le 25 mai 1963 sortait des fonts baptismaux l'Organisation de l'Unité africaine. Soixante ans après, en ce mois de mai 2023, comme chaque année, ils célèbrent le génie créateur des pères fondateurs qui avaient, dans leur élan de panafricanisme, posé les jalons d'une Afrique à construire. Cette construction devait, pour défier le temps, reposer sur de solides valeurs partagées dont la plus fondamentale s'incarnait dans la quête collective de liberté politique, de paix et de prospérité sociale, comme préalable indispensable du développement mais que cette célébration arrive au moment où de nombre des États membres sont en crise. Ils sont en proie à des conflits internes meurtriers, alimentés par la quête effrénée du pouvoir suprême, avec pour corollaires d'importantes pertes en vies humaines. Au-delà de leurs déchirures politiques et sociales, se détruisent et se noient

dans les douleurs parfois ensanglantées, les éléments significatifs de leurs patrimoines nationaux.

Dans son discours, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a déclaré qu'il était heureux de célébrer le 60^{ème} anniversaire de l'OUA-UA et chanter la victoire commune des africains sur le passé douloureux et cauchemardesque que la colonisation a affligé au continent. Il a formulé son souhait pour que cette commémoration soit une occasion pour les africains de s'engager avec détermination et ténacité à tourner la page sombre de leur histoire pour éditer de nouvelles pages qui véhiculent la fierté, la dignité, la grandeur, l'élévation, l'honorabilité, le respect, le courage, la bravoure, le panafricanisme et l'espérance pour les lendemains meilleurs de ses peuples.

Selon le Ministre Albert SHINGIRO l'hymne de l'Union Africaine est tout un programme, tout un plan d'action et toute une vision qui invite les africains de se lever



comme un seul homme pour défendre leur liberté et leur union ; pour maintenir les liens qui déterminent leur destin ; pour se consacrer à la paix et à la justice en Afrique et dans le monde et pour travailler dur pour donner le meilleur d'eux-mêmes à leur continent. Le Ministre Albert SHINGIRO a rappelé que dans la nuit du 25 mai 1963, trente-deux Chefs d'Etat et de Gouvernement africains réunis à Addis-Ababa en Ethiopie ont proclamé la naissance de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA en sigle), ce fut la meilleure victoire commune que l'Afrique ait enregistrée, victoire arrachée avec douleur et souffrance à peine trois ans après l'accession à l'indépendance de la plupart des Etats Africains.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a également rappelé les objectifs qui figurent

dans certains textes fondamentaux régissant les pays africains dont : renforcer l'unité et la solidarité des pays africains, coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples africains, défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance, éliminer le colonialisme sous toutes ses formes et manifestations en Afrique et favoriser la coopération internationale mutuellement avantageuse.

Cependant les défis restent immenses. La paix et la sécurité, fondements de toute entreprise de développement, sont menacées dans plusieurs régions du continent car on assiste de plus en plus à un développement sans précédent des guerres de proxy, des groupes armés et mouvements terroristes sur fond de tensions de tous genres qui menacent sérieusement l'existence même de l'Etat dans certains pays ainsi que la cohésion régionale, a ajouté le Ministre Albert SHINGIRO.

Le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a lancé un appel vibrant à toutes les parties aux nombreux conflits qui déchirent en ce moment l'Afrique et le monde à mettre en avant les outils de la résolution pacifique des différends que sont le dialogue, la coopération, la négociation, les consultations et les bons offices pour éviter l'escalade, la persistance et la récurrence des conflits violents et l'embrassement. Il est regrettable de constater que l'Afrique reste, aux yeux de certaines puissances, comme un objet de convoitise, une terre où se jouent les compétitions de tous genres. Cette situation a pour conséquence le risque de voir se briser leur unité et leur solidarité pour lesquelles tant de sang africain a été versé.

Signalons que l'Afrique réclame un siège au sein du Conseil de Paix et Sécurité des Nations Unies. Rappelons que le 60^{ème} anniversaire de l'OUA-UA a été célébré sous le thème « **Notre Afrique, Notre Avenir** », un thème plus que mobilisateur et un thème qui rappelle les responsabilités premières des africains.

J.Désiré Manirakiza

34^{ème} réunion du Comité d'appui technique des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région



Le mardi 02 mai 2023, il s'est tenue à Bujumbura la 34^{ème} réunion du Comité d'Appui technique des pays signataires de l'Accord-cadre d'Addis Abeba pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région. La réunion était coprésidée par l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs Son Excellence Monsieur Xuang Xia et par le Haut Représentant du Président de la Commission de l'Union africaine au Burundi M. Sghair Ould M'Bareck.

Cette 34^{ème} réunion s'est tenue en amont au segment ministériel du 4 mai et au sommet de chefs d'Etat et de Gouvernement qui a eu lieu samedi le 6 mai à Bujumbura. Durant deux jours, des experts venus des treize pays africains, ceux de l'Union Africaine, ceux de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs et ceux des Nations Unies se sont penchés sur différents aspects de la vie régionale, dans le domaine de la paix, sécurité et Développement.



Dans son discours, Monsieur. Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire Général pour la région des Grands Lacs, a salué les efforts des autorités du Burundi, sous le leadership de Son Excellence le Président de la République Monsieur Evariste NDAYISHIMIYE pour faciliter d'accueillir toutes les délégations et l'organisation de ces assises. « Nous sommes dorés et déjà invités à contribuer de manière significative à cette revitalisation à travers la feuille de route à notre disposition et qui fera notre boussole pour décreuser des actions définies par nos hiérarchies respectives » a souligné Son Excellence Huang Xia.

Tous les intervenants que ce soit le Représentant du Bureau de liaison de l'Union Africaine pour le Burundi et la région des Grands-Lacs Monsieur Sghair Ould M'Bareck, le Représentant du Secrétaire Exécutif de la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL) Ambassadeur Yasir Ibrahim Ali Mohammed, et le Président de Communauté de Développement d'Afrique Australe(SADC) Monsieur Elias Magos ont signalé que cette réunion permettra de relever de manière plus efficace les multiples défis persistantes au niveau de la région des grands Lacs, en éradiquant les causes profondes des conflits récurrentes. Les trois organisations resteront engagées aux côtés d'autres institutions dont l'ONU, Communauté Est Africaine etc... dans la mise en œuvre de cette feuille de route, ainsi que des plans d'actions pour la revitalisation de l'accord - cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région signé à Addis-Abeba le 24 mai 2023. **J. Désiré Manirakiza**

Réunion des Ministres des pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région



Le jeudi le 04 mai 2023, Bujumbura la capitale économique du Burundi a abrité le Conseil des Ministres des pays signataires de l'Accord Cadre pour la Paix et la Coopération pour la République Démocratique du Congo et la Région, signé à Addis-Abeba il y a 10ans. Ce conseil s'est tenu en prélude au 11^{ème} sommet du mécanisme de suivi de l'accord cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région, des Chefs d'Etats et de gouvernements en présence des partenaires en tête l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs Monsieur Huang Xia.

Lors de l'ouverture de ce Conseil des Ministres des pays signataires de l'Accord cadre d'Addis-Abeba, tous les intervenants que ce soit les secrétaires exécutifs de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) Monsieur Elias Magos, de la Conférence Internationale pour la Région des Grands (CIRGL) Joao Samuel Caholo et le haut représentant de l'Union Africaine dans la région des grands lacs ont convergé sur la nécessité de revitaliser cet accord afin que la République Démocratique du Congo et la région recouvrent la paix.

Dans son mot de circonstance, le représentant des Nations Unies dans la région des Grands Lacs Son Excellence Huang Xia a indiqué que cette réunion se tient en amont de la reprise de la crise grave dans l'Est du Congo comme la poursuite des M23, ADF, FDLR, Red_Tabara et autres groupes locaux qui per-

pétuent l'insécurité et les souffrances intolérables des populations civiles. Les tensions entre certains pays de la région persistent et ont occasionné la montée des discours de haine et d'incitation à la violence. L'Envoyé Spécial du S.G des N.U pour la région des grands lacs se réjouit que la région s'est mobilisée pour apaiser les tensions et trouver les solutions aux multiples défis militaires et humanitaires. Il s'est réjoui également du renforcement de la coordination entre les processus de Luanda et de Nairobi pour poursuivre les efforts de concertation et de coordination des mécanismes de sécurité à l'Est de la République Démocratique du Congo afin de s'assurer de l'objectif d'élimination des groupes armés et au retour des populations déplacées.

Dans son discours de circonstance, le Ministre burundais des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a fait savoir que la présence de tout participant est un témoignage éloquent de l'attachement à la paix, la stabilité et la coordination dans la République Démocratique du Congo et la région, une volonté partagée des Etats de la sous-région de contribuer aux solutions des problèmes qui minent la paix et le développement socio-économique de la sous-région. Selon le Ministre, les assises de ce Conseil des ministres allaient permettre d'évaluer les progrès déjà accomplis, passer en revue les difficultés rencontrés, les défis à surmonter et les projections d'avenir en définissant les actions concrètes à court et à long terme pour le bien-être des peuples de la sous-région.

Selon lui, la réussite de la paix dans la sous-région demande l'attaque des causes profondes qui nourrissent ces conflits et l'extrémisme croissante qui trouvent les racines dans l'exclusion, les inégalités, la pauvreté et le chômage, la crise dans la gouvernance, l'exploitation illégale et le commerce illicite des ressources naturelles.

Le Ministre SHINGIRO a exhorté les parties en conflit au Soudan de cesser les hostilités, garantir un accès humanitaire et entamer le dialogue franc et sincère pour sauver les vies des paisibles citoyens. Comme nouveau chef de file du Conseil des Ministres signa-

taires de cet Accord, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO prône la diplomatie préventive moins chère au détriment de jouer les sapeurs-pompier pour aplanir les différends et diminuer les risques de guerre avant leurs déclenchements.

Ce conseil des Ministres a été précédé par une réunion de deux jours du Comité Technique d'Appui préparatoire de la réunion du mécanisme régional de contrôle (ROM) qui s'est tenue à huit-clos.

J. Desire. Manirakiza

S.E Albert Shingiro présente au Sénat quatre projets de lois portant ratification des Accords signés par le Burundi



Le mardi 09 mai 2023, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a fait une présentation en plénière au Sénat de quatre projets de loi portant ratification par la République du Burundi.

Il s'agit du: projet de loi portant ratification par la République du Burundi d'un accord général de coopération entre le Gouvernement de la République Burundi et le Gouvernement de l'Etat d'Israël, le projet de loi portant Accord de coopération entre le Gouvernement de la Tunisie et le Gouvernement du Burundi dans le domaine du développement technologique et industriel, signé à Djerba en novembre 2022, le projet de loi

relatif à l'exemption des visas pour les détenteurs des passeports diplomatiques, de service et spéciaux entre le Gouvernement du Burundi et le Gouvernement du Maroc signé à Rabat le 19-10-2022 et le projet de loi portant ratification par le Burundi de l'accord portant création de la commission mixte de coopération entre le Gouvernement du Burundi et le Gouvernement du Maroc, signé à Rabat le 19-10-2022.

Signalons que les quatre projets de loi ont été adoptés moyennant des instruments de ratification et ces projets de lois ont été déjà transmis aux pays concernés.

Claudine Nzigamiye

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement organise les journées Portes ouvertes

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a organisé du 23 au 24 mai 2023 les journées portes ouvertes sous le thème de cette année : «La Diplomatie économique au service du développement à l'ère de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale Africaine(ZLECAf)».

Les activités de ces portes ouvertes ont commencé

par un briefing aux participants sur les missions du Ministère. Après, ces participants ont effectué une visite guidée de tous les départements qui composent le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement. Chaque Directeur Général devait assurer l'accueil des visiteurs dans le département dont il est responsable. La Présidente de la Commission chargée d'organiser les journées portes ouvertes, édition

2023 Madame Marie-Ancille NTAKABURIMVO a informé la presse que l'objectif que vise le Ministère en organisant cette activité est d'informer le public burundais et les partenaires du Ministère sur différents services offerts par le Ministère.

Le deuxième jour des portes ouvertes a été marqué par des présentations sur des différents thèmes relatifs



au thème central. Les présentateurs de ces différents thèmes ont pu montrer en général les avantages dont peut tirer le Burundi dans la ZLECAf. Ils ont cité notamment l'expansion des échanges suite à la réduction des tarifs et à l'élimination des barrières non tarifaires sur le marché continental représentant 55 pays ; le marché élargi qui attirera des investissements transfrontaliers avec des avantages significatifs tels que le transfert de technologie et de compétences ; la mise en œuvre du protocole sur le commerce des services de la ZLECAf qui permettra au Burundi de réaliser son ambition de devenir une plaque tournante des services sur le continent dans des domaines tels que le transport, les services financiers et les TIC ; l'approche de commerce électronique de la ZLECAf qui alimentera l'intégration dans les chaînes de valeur régionales et continentales. Grâce à la ZLECAf, le Burundi peut renforcer les compétences et les capacités ainsi que développer les réseaux commerciaux à travers les chaînes de valeur régionales et continentales, etc...

Dans son discours de circonstance, Son Excellence Albert SHINGIRO, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a fait savoir que la tenue des Journées Portes Ouvertes procède de la volonté du Gouvernement de renforcer le dispositif mis en place et de sauvegarder les acquis de la renaissance démocratique au Burundi d'une part, et d'autre part d'asseoir solidement la bonne gouvernance qui se fonde sur l'éthique universelle de la responsabilité qui



implique notamment un devoir de transparence et de redevabilité.

S'agissant des perspectives d'avenir, Son Excellence le Ministre a rappelé que le monde actuel est un monde globalisé, un monde de plus en plus complexe et aux enjeux multiples, un monde plus que jamais interdépendant et en perpétuelles mutations. C'est dans cette perspective que le Gouvernement a mis en place de nouveaux outils et une nouvelle approche en vue de défendre les intérêts stratégiques et vitaux du Burundi, a indiqué Son Excellence Albert SHINGIRO.

«Face aux enjeux locaux, régionaux et mondiaux, le Burundi a décidé d'agir, de tracer la voie qui lui paraît la meilleure pour favoriser l'éclosion et la prévalence des



liens harmonieux avec l'ensemble de la communauté internationale, d'où sa position abstentionniste, de non alignement et de neutralité sur certains enjeux mondiaux hautement brûlants de l'heure tout en y contribuant positivement suivant les lignes directrices tracées par la Charte des Nations Unies, un instrument universellement reconnu qui doit être imposable à tous les États de la même manière sans politique de deux poids, deux mesures» a fait savoir le Chef de la diplomatie Burun-

daise.



Parlant, du thème des Journées portes Ouvertes, Edition 2023, le Ministre Albert SHINGIRO a indiqué que le

thème s'inscrit dans les composantes de la diplomatie économique et concerne essentiellement la promotion des échanges commerciaux. La Zone de Libre Echange Continentale Africaine est un projet intra-africain que les Etats membres se sont engagés à exécuter à l'unisson et à réussir. Nous y croyons et nous réussissons, a-t-il ajouté.

Dans une ambiance détendue, les activités des Journées Portes Ouvertes se sont clôturées par un déjeuner offert par le Ministre des affaires Etrangères et de la Coopération au Développement à tous les participants.

Epipode Bankindi

Le Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie visite le Burundi



Le mardi 30 mai 2023, le Ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Son Excellence Sergueï Lavrov, a effectué une visite de travail au Burundi. A l'Aéroport International Melchior Ndaye, Son Excellence Sergueï Lavrov a été accueilli par son homologue burundais Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro.

Dans un point de presse accordé aux journalistes à la sortie d'une rencontre entre la délégation russe et burundaise, Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a fait savoir que c'est la première fois dans l'histoire des relations de 60 ans d'existence que le Ministre des Affaires Etrangères de la Fédération de Russie visite le Burundi. Il a indiqué que cette visite intervient à la suite d'une visite que Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a effectuée en Russie au mois de mars 2023 pour échanger et approfondir davantage les liens d'amitié, de solidarité et de fra-

ternité entre le peuple Russe et Burundais.

Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a affirmé que ses échanges avec son homologue Sergueï Lavrov ont été fructueux. En plus des échanges sur la coopération bilatérale, les deux autorités ont passé en revue la dimension régionale dans la gestion des conflits et des paradoxes sur le continent africain mais aussi les enjeux globaux auxquels le monde fait face en ce moment.

Pour la coopération bilatérale, Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a fait savoir qu'ils ont passé en revue les progrès tangibles déjà enregistrés et ont identifié les défis. Il a indiqué qu'ils se sont projetés dans l'avenir pour voir comment diver-



sifier davantage les domaines de coopération. Le Ministre Albert Shingiro a signalé que des projets d'accords de coopération sont en train d'être préparés et seront signés lors du prochain sommet Rus-

sie-Afrique qui se tiendra en Russie au mois de juillet 2023. Ces accords seront dans le domaine d'intérêts communs comme l'éducation, la santé, la fonction publique, l'énergie, la justice mais également l'usage de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

En ce qui concerne la dimension régionale, dans la gestion des conflits et des paradoxes sur le continent africain, Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a indiqué qu'il lui a expliqué ce que le Président de la République du Burundi est en train de faire dans la sous-région pour restaurer la paix, non seulement avec la République Démocratique du Congo mais aussi au-delà des frontières du Burundi, notamment, en Somalie et en République Centre Africaine. « En tant que président en exercice de la Communauté est-africaine et en même temps Président du Mécanisme du suivi de l'Accord-



cadre pour la paix la sécurité et la coopération en RDC et dans la sous-région mais également Champion de l'Union africaine pour l'agenda Jeunesse Paix et Sécurité, il est en train de s'impliquer pour restaurer durablement la paix en RDC avec l'appui de ses pairs de la sous-région», a-t-il ajouté.

En ce qui concerne les enjeux globaux, les deux personnalités ont parlé des conflits qu'on a en ce moment dans le monde. Pour ce qui est de la situation en Ukraine, Son Excellence Ambassadeur Albert Shingiro a affirmé que le Burundi a choisi d'être du côté des solutions et non pas du côté des problèmes. « Nous avons pris une position abstentionniste, une position de neutralité, une position de non alignement pour éviter que ce conflit puisse atteindre d'autres régions notamment le continent africain », a fait savoir le Ministre Albert Shingiro. Il a ajouté que le Burundi interpelle toutes les parties aux nombreux conflits qui déchirent le monde en ce moment de mettre en avant les outils de la résolution pacifique des diffé-



rends que la diplomatie préventive met à leur disposition comme le dialogue, la coopération, les bons offices, la négociation et les consultations pour éviter que des conflits surgissent et lorsqu'ils surgissent éviter qu'ils ne s'étendent pas comme les feux de brousse et lorsqu'ils s'étendent éviter qu'ils soient dévastateurs. C'est pour cela que le Burundi conseille les parties en conflits que ce soit en Ukraine ou ailleurs d'emprunter la voie du dialogue le plus rapidement possible parce que il n'y a personne qui est gagnant en terme de guerre, les guerres laissent derrière elles les ruines, la désolation, les orphelins, les veuves etc, a martelé le Chef de la diplomatie burundaise.

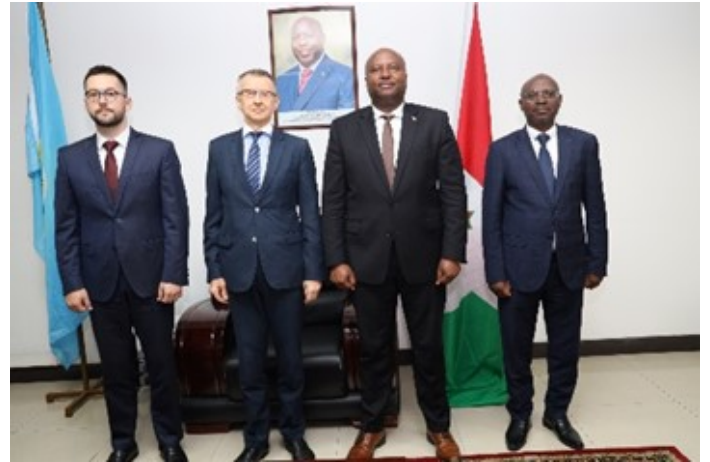
En terminant, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a indiqué que sous les orientations du Chef de l'Etat, le Burundi a adopté une politique étrangère qui s'ouvre au monde et tiens compte des spécificités de chaque partenaire.

Prenant la parole, Son Excellence Sergueï Lavrov a indiqué que la Fédération de Russie va poursuivre la coopération en matière de la Santé notamment la lutte contre les maladies infectieuses et en matière du nucléaire pacifique, en matière de l'éducation, il a fait savoir que la Fédération de Russie a augmenté le quota de bourses pour les étudiants burundais en Russie au cours de l'année 2023-2024 ». Il a fait savoir que même d'autres points seront analysés lors du prochain sommet Russie-Afrique qui se tiendra au mois de juillet de cette année.

Signalons que le soir de ce même mardi 30 mai 2023, Son Excellence Sergueï Lavrov a été reçu en audience par le Président de la République SE Evariste NDAYISHIMIYE

Epipode Bankindi

Le Ministre en charge des affaires étrangères reçoit en audience l'Ambassadeur de la Russie au Burundi



Le vendredi 12 mai 2023, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO a reçu en audience l'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Burundi Monsieur Valery Mikhaylov. Leurs échanges ont porté sur des sujets d'intérêt commun au niveau bilatéral, régional et global. Le Burundi et la Russie entretiennent de bonnes relations d'amitié et de coopération qui datent de 1962. Cette coopération s'est matérialisée par la signature

des accords de coopération dans certains domaines notamment l'éducation, l'économie, etc. Par exemple dans le domaine de l'éducation, le Gouvernement de la Fédération de Russie a accordé à la République du Burundi un quota de 100 bourses d'études supérieur pour l'année académique 2023-2024. Signalons aussi que pour tonifier ces bonnes relations de coopération et d'amitié, la Fédération de la Russie a ouvert officiellement, ce 15 mai 2023, un Cabinet de la langue russe à l'Université du Burundi. **Epipode Bankindi**

La délégation de l'Union Européenne au Burundi organise un match amical de football avec le Ministère en charge des affaires étrangères

La délégation de l'Union Européenne au Burundi, en étroite collaboration avec les Ambassades des Etats membres de l'Union Européenne accrédités au Burundi a organisé, le samedi 13 mai 2023, au terrain de l'Entente Sportive de Bujumbura, un match amical de football qui l'a opposé avec l'équipe du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement. Le match qui a officiellement été ouvert par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement Son Excellence Ambassadeur Albert SHINGIRO et l'Ambassadeur de l'Union Européenne au Burundi M. Claude Bochu, s'est terminé sur un score de quatre buts à un (4-1) en faveur de l'équipe du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement.



A la mi-temps de ce match amical, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a indiqué à la presse que ce match est livré pour marquer la solidarité et l'esprit d'amitié avec l'Union Européenne. Il a fait remarquer que le Burundi



et l'Union Européenne jouissent maintenant des bonnes relations d'amitié et de coopération. L'Ambassadeur de l'Union Européenne au Burundi a, quant à lui, remercié les deux équipes pour leur participation à ce match. Il a fait savoir que ce mini-foot est organisé dans le cadre de la célébration de la journée de l'Europe mais aussi pour marquer ces bonnes relations qui existent entre le Burundi et l'Union Européenne.

Rappelons que le personnel des missions de la Suisse et la Türkiye se sont joints à l'Union Européenne pour jouer ce match amical.

Epipode Bankindi

L'Union Européenne engagée à rester pour le Burundi un ami fidèle, fiable et de premier plan



« L'Union Européenne (UE) fut, est et restera pour le Burundi un ami fidèle, fiable et de premier plan, ce qu'en vérité, elle n'a jamais cessé d'être aux côtés des burundais, et cela depuis 45 ans », a déclaré mardi le 09 mai 2023 à Bujumbura, l'Ambassadeur de l'UE au Burundi Monsieur Claude Bochu, dans son allocution prononcée à l'occasion de la célébration de la journée de l'Europe qui coïncide avec 45 ans de présence de l'UE au Burundi.

Monsieur Bochu a précisé que l'enveloppe allouée au Burundi pour la période allant de 2021-2024 a déjà été totalement engagée une année avant l'échéance et que cela place le Burundi en bonne position à l'entame de l'exercice de répartition des enveloppes pour la période 2024-2027. A cette enveloppe nationale s'ajoutent les financements que la délégation de l'UE a réussi à mobiliser dans le cadre de projets régionaux ciblant de manière prioritaire le Burundi et bien entendu les efforts substantiels de coopération bilatérale des Etats membres

de l'UE.

En termes politiques, a-t-il ajouté, 2022 restera une année remarquable où plusieurs visites de haut niveau ont eu lieu dont celle du président de la République, Son Excellence Evariste Ndayishimiye, au siège des institutions européennes à Bruxelles. Selon toujours lui, l'UE, ses Etats-membres et d'autres partenaires ont levé plusieurs types de mesures à l'endroit du Burundi et de certains de ses citoyens ce qui a fait que le Burundi et l'UE ont désormais à nouveau une relation apaisée. « Il leur appartient maintenant de la faire vivre et de l'enrichir », a-t-il renchéri.

Le patron de l'UE au Burundi a eu à préciser, en outre, que l'UE contribue substantiellement à plusieurs dialogues sectoriels avec les Ministères en charge de la santé, de l'énergie, de l'agriculture, de

la justice et du genre. S'agissant de l'état de droit et des droits de l'homme, a-t-il poursuivi, l'UE encourage et soutient le Burundi dans ses réformes et dans son engagement en faveur de la bonne gouvernance et de l'indépendance du système judiciaire.

Au regard des perspectives, l'UE se réjouit de la tenue du 2^{ème} Forum National du Développement, qui traduit une volonté au plus haut niveau de faire participer au développement durable du Burundi l'ensemble des acteurs (officiels, académiques, société civile, secteur privé, partenaires). Ces efforts seront facilités s'ils sont alliés avec le respect des libertés fondamentales et la stabilité politique.

A cet égard, l'UE salue les efforts déployés par le Burundi dans les mécanismes régionaux et continentaux de paix et de stabilité, encore manifestes il y a peu avec le sommet réussi ici à Bujumbura du mécanisme régional de coopération pour la RDC et la région des grands lacs, tenu à Bujumbura le 06 mai 2023. Il a précisé que la nouvelle stratégie de l'UE pour la région des Grands Lacs s'inscrit d'ailleurs parfaitement dans ces efforts.

Au-delà de la stabilité du pays, un cadre favorable et attractif pour les investisseurs, y compris les étrangers, et des partenariats nouveaux sont indispensables pour soutenir la croissance économique. La diversification de l'économie nationale nécessite en effet des investissements technologiques importants

qui passent par un secteur privé robuste, innovant, créateur d'emplois décents et une diaspora pleinement connectée aux priorités du pays, a-t-il estimé.

Dans son discours, le Secrétaire Permanent du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Monsieur Ferdinand Bashikako a exprimé les vives et chaleureuses félicitations du Gouvernement Burundais à l'UE et à ses peuples pour cette fête d'anniversaire de la journée de l'Europe. « Unis dans la diversité, tel est une substance que nous venons de tirer de l'allocution du jour, comme devise de l'UE. « J'ai compris qu'à travers cela, que l'on veut souligner les efforts communs des européens, en faveur de la paix et de la prospérité, tout en tenant compte de la diversité des cultures, des traditions et des langues, la diversité étant conçue comme une construction mais aussi une reconnaissance des différences » a-t-il déclaré. Et de préciser que le Burundi prône un multilatéralisme respectueux des principes et des valeurs de chaque nation.

Pour lui, les règles de jeu de ce multilatéralisme doivent être applicables à tous les pays, indépendamment de leur taille, de leur localisation géographique, de leur niveau de développement et de leur poids dans le concert des Nations unies.

Source : www.abpinfos.com,
 Edité par Nzigamiye Claudine

Atelier sur le recrutement éthique à l'endroit des agences de recrutement des travailleurs migrants

Le lundi 08 mai 2023, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Monsieur Ferdinand BASHIKAKO a procédé à l'ouverture d'un atelier de sensibilisation sur les notions, les procédures et les principes de recrutement éthique, et sur les notions et pratiques de lutte contre la traite des personnes à l'endroit des agences de recrutement des travailleurs migrants agréées et des administratifs. Cet atelier a été organisé par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement en collaboration avec le Comité de Concertation et de Suivi sur la Prévention et la Répression de la Traite des Personnes, sous l'appui de l'Or-

ganisation Internationale pour les Migrations (OIM), le partenaire incontournable du Gouvernement du Burundi. Les activités se sont déroulées à l'Hôtel des Plateaux de Ngozi et ont duré trois jours (du 08 au 10 mai 2023).

Dans son mot d'accueil, le Gouverneur de la province Ngozi, Monsieur Emmanuel NTACONSANZE a remercié le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour avoir choisi la belle province de Ngozi pour abriter cet atelier avec espoir que les accords signés entre le Burundi et les pays du Golf vont réduire les différentes sortes de traite subies par nos peuples.

Selon la Coordinatrice des projets à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), Madame MU-



GISHA Mireille, l'objectif de cet atelier était d'apporter leur contribution à l'amélioration des conditions de la migration de main d'œuvre, en suivant un cadre bien défini pour guider le Gouvernement et les autres acteurs du domaine. Les thèmes couverts au sein de l'atelier sont entre autres: les tendances migratoires actuelles au Burundi et dans la Région, les accords bilatéraux de main d'œuvre, le recrutement éthique, la traite des personnes et le trafic des migrants.

Ainsi, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement Monsieur Ferdinand BASHIKAKO a fait savoir qu'après la signature des accords bilatéraux sur la migration de la main d'œuvre avec certains pays de destination (accords signés le 03 octobre 2021, entre le Gouvernement du Burundi et le Royaume d'Arabie Saoudite et dernièrement avec le Qatar), le gouvernement du Burundi continue d'agréer des agences d'emploi privées pour le recrutement des travailleurs migrants vers ces pays ayant signé les accords avec le Burundi.

Il a signalé qu'avant la signature des accords bilatéraux ci-hauts cités, le Burundi a connu une migration désordonnée et irrégulière portant quelques fois atteinte aux droits des travailleurs migrants burundais. Pour lui, la migration que vise le Burundi est celle basée sur le recrutement équitable et respectant les droits de la personne humaine dans le but de lutter contre la traite des personnes qui est un phénomène en vogue dans le monde.

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Monsieur Ferdinand BASHIKAKO a en outre ajouté qu'il s'avère nécessaire que ces agences de recrutement autorisées aient des notions pratiques sur ce qu'est le recrutement responsable ainsi que la traite des personnes. Il a ajouté que ces agences doivent se familiariser avec les bonnes pratiques en la matière afin de bien cadrer avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés au titre du Programme



de Développement durable à l'horizon 2030 et qui comportent les cibles visant à garantir des migrations sûres, ordonnées et régulières en ordre avec les politiques migratoires bien gérées, à limiter l'exploitation et les atteintes aux droits des migrants, à éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne et la traite d'êtres humains, à protéger les droits des travailleurs migrants et à réduire le coût des rapatriements de fonds.

A la fin de cet atelier, quelques recommandations ont été formulées à l'endroit du Gouvernement, de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et des agences de recrutement des travailleurs migrants agréées.

Clarisse Bikorimana

Türkiye : Le Président Erdogan décore les gens qui ont participé au sauvetage des victimes du tremblement de terre.



En date du 25 avril 2023 au Palais Présidentiel, Son Excellence Monsieur Recep Tayyip Erdogan, Président de la République de Türkiye a décerné une médaille de marque du Sacrifice Suprême de la République de Türkiye, au Colonel de Police Gervais NIYIBIZI et un certificat d'appréciation

en gage de la gratitude de la nation Türkiye à Son Excellence Gérard NTAHORWAROYE BIKEBAKO, Ambassadeur du Burundi en Türkiye. C'était dans le cadre de la décoration des équipes étrangères chargées de recherche et de sauvetage des victimes du tremblement des terres du 6 février 2023 qui a secoué la République de Türkiye .

Signalons que les relations d'amitié et de coopération entre le Burundi et la Türkiye se concrétisent à travers la signature des accords dans différents domaines d'intérêt commun entre les deux parties, principalement dans les domaines de l'éducation, du commerce, de l'agriculture et de l'élevage. A travers ces accords, les deux parties comptent améliorer ces relations par le biais de la sensibilisation au niveau des chambres de commerce.

Jeanine Ndabarushimana

Ambassade du Burundi à Bruxelles : Commémoration du 29ème Anniversaire de l'assassinat de Son Excellence Monsieur le Président de la République CYPRIEN NTARYAMIRA.



En date du 06 avril 2023, sur invitation de l'Ambassade du Burundi à Bruxelles, les Burundais et amis du Burundi résidant en Belgique se sont retrouvés ensemble dans une union de prière pour se recueillir en souvenir de la mort tragique de l'ancien Président de la République du Bu-



rundi Cyprien NTARYAMIRA survenue à Kigali le 6 avril 1994.

Ces cérémonies commémoratives ont eu lieu dans la salle de la paroisse Notre Dame des Grâces de Belgique et se sont déroulées en trois temps : le temps

de la prière donc une partie religieuse, une cérémonie civile rappelant la figure du Regretté Président Cyprien NTARYAMIA et le temps des discours de circonstances.

La cérémonie religieuse a été dirigée par le Père Daniel NAHIMANA et avait vu la présence de Son Excellence Monsieur Thérence NTAHIRAJA, Ambassadeur de la République du Burundi à Bruxelles et son Epouse, de la famille de Feu Cyprien NTARYAMIRA dont son Epouse et ses deux enfants, la diaspora burundaise et amis du Burundi résidant en Belgique.

Dans son mot d'accueil à toute l'assemblée présente dans la prière, le célébrant Père Daniel NAHIMANA a rappelé le sens de cette cérémonie. Il a fait savoir qu'il s'agit d'une prière d'élever vers Dieu pour Feu le Président Cyprien NTARYAMIRA et ses collaborateurs dont Bernard CIZA et Cyriaque SIMBIZI.

Il a par après introduit la cérémonie civile sur la biographie du Feu Président Cyprien NTARYAMIRA sur fond de chants religieux animés par une Chorale de la communauté burundaise. Les membres de la communauté burundaise ont eu l'occasion de présenter les témoignages bouleversant sur la vie de Feu Président NTARYAMIRA.

Dans son homélie, Père Daniel NAHIMANA s'est référé sur la parole de Dieu sur les talents tirée dans l'évangile de Saint Mathieu 25,14-21 pour expliquer les valeurs et talents qui étaient incarnés par notre Ancien Président NTARYAMIRA. Il a profité de cette occasion pour expliquer l'histoire du Burundi des années 1960-2000. Il a conclu son homélie en demandant à l'Etat du

Burundi de faire la lumière sur son assassinat pour que sa famille puisse faire son deuil dans la dignité.

Après, a suivi le moment des discours de circonstances en commençant par l'Hymne national « Burundi bwacu » puis, dans un silence monacal, l'assemblée a écouté le discours de Feu Président Cyprien NTARYAMIRA, dans lequel il appelait les Burundais à la restauration de la discipline dans tous les secteurs de la vie nationale.

Dans son allocution de circonstance, Son Excellence Monsieur Thérence NTAHIRAJA, Ambassadeur de la République du Burundi en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'Union Européenne, a remercié tout le monde pour sa présence. Il a exhorté les invités à faire leur message de discipline que nous a légué le Président Cyprien NTARYAMIRA, ainsi que les messages de paix, de vérité, de réconciliation, de compassion et de solidarité.

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur Thérence NTAHIRAJA n'a pas oublié d'inviter tous les Burundais vivant en Belgique aux cérémonies marquant le 61ème Anniversaire de l'Indépendance du Burundi qui seront célébrées en Belgique le 22 juillet 2023. Il a insisté à ce que tout burundais, partout où il est en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg se prépare sérieusement à cet événement historique.

Les cérémonies se sont clôturées par un moment riche d'échanges et de convivialité entre les Burundais vivant en Belgique et leurs amis.

Jeanine Ndabarushimana

Lancement officiel du Plan de réponse humanitaire 2023

Lundi le 03 avril 2023, le Directeur Général chargé des Relations Multilatérales au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement Ambassadeur Gaudence SINDAYIGAYA a procédé au lancement officiel du Plan de réponse humanitaire 2023. Les cérémonies se sont déroulées à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika.

Dans son discours, le Directeur Général chargé des Relations Multilatérales Ambassadeur Gaudence SINDAYIGAYA a indiqué que depuis 2016, le Burundi avec l'appui et en concentration avec ses partenaires conduit une analyse des besoins humanitaires et élabore le Plan de réponse annuel pour répondre aux besoins les plus prioritaires des populations affectées par les catastrophes.



trophes et aléas. Au nom du Gouvernement du Burundi, il a salué la bonne collaboration étroite et sans faille durant tout le processus, une collaboration qui s'est progressivement raffermie dans la ligne et la dynamique de renforcement des relations entre le Gouvernement et ses partenaires prônée par Son Excellence le Président de la République.

Selon l'Ambassadeur Gaudence SINDAYIGAYA, le Gouvernement du Burundi « Responsable et Laborieux » travaille avec diligence et sans relâche pour améliorer le quotidien des burundais, notamment en matière de développement économique, de santé d'éducation et de sécurité pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables aux chocs climatiques et économiques, ainsi qu'aux catastrophes naturelles. Il a remercié les partenaires et les a inviter à renouveler leur soutien en 2023 pour que le Burundi puisse consolider les progrès déjà réalisés et continuer à réduire les besoins humanitaires dans le pays. Il a signalé que le Gouvernement du Burundi ne cessera de travailler en étroite collaboration avec les partenaires humanitaires pour répondre aux besoins les plus urgents des populations touchées par les situations de



chocs et le rapatriement dans les conditions dignes des compatriotes burundais et leur intégration effective en octroyant des solutions durables adaptées et continuer d'assurer la riposte face aux épidémies.

Quant à la Cheffe de Bureau OCHA au Burundi Madame Noroarisoa RAKOTOMALALA, l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burundi Madame Mélanie H.Higgins, l'Ambassadeur de Belgique au Burundi Monsieur Alain Van-Gucht et le Coordinateur résident par intérim du Système des Nations-Unies au Burundi Monsieur John Agbor ont, tous remercié le Gouvernement du Burundi pour le rôle important qu'il joue dans la fourniture d'une assistance vitale à ceux qui en ont besoins et le renforcement de la résilience des com-



munautés. Ils ont aussi rendu un hommage à tout le personnel humanitaire femmes et hommes, burundais et non burundais qui œuvrent quotidiennement pour les personnes qui sont dans les chocs. Ces derniers ont tous fait savoir que la réponse humanitaire en 2023 au Burundi est une occasion unique pour les partenaires de mettre en œuvre une réponse multi-sectorielle qui prend en compte les causes profondes des chocs qui affectent les populations locales et que le Plan de réponse humanitaire 2023 est un outil au service du renforcement de la coordination entre tous acteurs, le Gouvernement, les partenaires internationaux et nationaux, pour de meilleurs résultats.

Signalons que le plan de réponse humanitaire 2023 pour le Burundi a été élaboré pour être complémentaire avec les plans déjà existants, et notamment celui signé récemment entre le Gouvernement et les Nations unies: le plan cadre de coopération pour le développement durable 2023-2027 qui comprend trois priorités stratégiques sur lesquels sont reliés les objectifs stratégiques du plan de réponse humanitaire, pour générer des résultats collectifs dans les zones de convergence. **J. Désiré Manirakiza**

Echange sur le système d'information externe de gestion de l'emploi des migrants



Le lundi 22 mai 2023, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement en collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ont accueilli une délégation ougandaise à l'aéroport internationale NDADAYE Melchior. Cette équipe formée de cinq (5) personnes est venue pour une mission d'échange d'expérience sur la conception d'une plateforme de suivi et de gestion de la main d'œuvre burundaise vers l'étranger. Cette équipe a séjourné à Bujumbura au Burundi du 22 au 26 mai 2023 à cette fin.

Le mercredi 24 mai 2023, cette équipe ougandaise, accompagnée par le comité chargé de la promotion de l'emploi et de la migration de la main d'œuvre, a effectué une visite aux quatre (4) agences de recrutement des travailleurs migrants pour s'enquérir des informations sur le recrutement des travailleurs migrants burundais et ont échangé des expériences.

Le jeudi 25 mai 2023, dans la petite salle du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, il y a eu des séances d'échanges d'expérience et trois (3) présentations ont été faites par la partie ougandaise sur le processus du recrutement et d'enregistrement des données dans le système électronique mis en place par le Gouvernement ougandais

appelé système d'information externe de gestion de l'emploi (EEMIS) en vue de gérer et faire le suivi du recrutement des agences.

A cet effet, le Ministère des Affaires Etrangères et de la coopération au Développement en étroite collaboration avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a organisé cette mission dans l'objectif de partager les expériences en matière de la migration de main d'œuvre des travailleurs migrants burundais se rendant dans les pays du Golf et plus particulièrement acquérir des notions et informations nécessaires qui permettraient à l'équipe burundaise (Direction de la Promotion de l'emploi des travailleurs migrants) de développer une plateforme de la gestion et du suivi des travailleurs migrants burundais vers l'étranger et mettre aussi la transparence dans tout le processus du recrutement du travailleur migrant (dès le recrutement, pendant le déploiement et pendant l'exécution du contrat de travail) permettant ainsi à ce que le travailleur en action puisse demander une aide urgente en cas de besoin via cette plateforme.

Signalons que le Burundi a déjà signé des accords bilatéraux en matière de la migration de la main d'œuvre avec certains pays de destination notamment le Royaume d'Arabie Saoudite et a ouvert officiellement le mouvement de la migration de la main d'œuvre depuis le 17 mai 2023. Aujourd'hui les travailleuses (femmes et filles) qui sont parties légalement en Arabie Saoudite sont estimées autour de quatre cent cinquante.

Il est également à signalé que vingt-quatre agences de recrutement privées sont déjà autorisées et que dix-sept sont formées à l'utilisation du système électronique d'Arabie Saoudite appelé MUSANED au mois de janvier 2023.

Clarisse Bikorimana

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement ouvre un compte pour la Diaspora Burundaise dans la Banque de la République du Burundi

Le mois de juillet de chaque année, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement organise une semaine dédiée à la Diaspora burundaise.

Lors des cérémonies relatives à cette semaine au mois de juillet 2022, dans une séance de moralisation

tenue à Ngozi, Monsieur le Président de la République du Burundi, Son Excellence Evariste NDAYISHIMYE a demandé aux

membres de la Diaspora burundaise d'ouvrir un compte bancaire intitulé PROJET-DIASPORA et mettre une



somme d'argent qui va aider, à la longue, à mettre en œuvre un projet de la Diaspora en collaboration avec la Présidence de la République.

C'est dans cette optique que, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la semaine de la Diaspora édition 2022, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a fait ouvrir un compte à la Banque de la République du Burundi. Ledit compte a un **N° compte bancaire : 01104443801** intitulé **PROJET-DIASPORA** avec **N° code compte : CC13791**.

Clarisse Bikorimana

La Diaspora burundaise de Louisville organise TUVUGANE AWARDS 2023



Le samedi 27 mai 2023, à Louisville, dans l'Etat de Kentucky (USA), la communauté burundaise qui réside en Amérique, à travers sa plateforme de réseautage «TUVUGANE», a organisé un grand évènement appelé TUVUGANE AWARDS 2023 et a célébré les réalisations de la Diaspora burundaise en Amérique du Nord. Ces activités ont été préparées dans le but d'échanger à propos des projets d'investissement et de développement pour le Burundi et voir les gens qui se sont distingués dans leur communauté en rependant la culture burundaise.

Ces cérémonies ont été animées par Aiza NTIBARIKURE, une chanteuse et actrice primée de Netflix «Jupiter's Legacy» et «Workin Moms», et les tambourinaires de «Black Panther» qui mettaient en valeur la richesse et la diversité de la culture burundaise.

De ce fait, ceux qui se sont distingués par leurs bonnes actions ont reçu des prix, entre autres Madame **Auriane**



ITANGISHAKA qui s'est vue décerner le «UN Sung HERO AWARD» pour avoir influencé positivement la Diaspora burundaise des Etats-Unis, Monsieur **Hamissi Mamba**, le patron du Restaurant Baobab de Detroit aux Etats Unis d'Amérique, qui a remporté le «HUMANITARIAN AWARD AND BUSINESS BRAND AWARD» pour avoir fait preuve d'un leadership exemplaire dans l'éradication de la pauvreté et la réduction de la souffrance et a profité de cette belle occasion pour partager ses idées sur son parcours entrepreneurial et **Fablice MANIRAKIZA** qui a remporté un prix de reconnaissance spécial pour le travail incroyable qu'il est en train d'accomplir pour reconstruire le Burundi et engager la Diaspora burundaise dans cette bataille. Ce jeune visionnaire burundais a construit le tout premier complexe sécurisé au Burundi appelé «Gated community» et a pu partager son histoire inspirante de développement communautaire.

Clarisse Bikorimana

L'Ambassadeur du Burundi en Algérie présente ses lettres de créance au Président de la République Algérienne S.E Abdelmadjid Tebboune



Le mardi 6 juin 2023, l'Ambassadeur du Burundi en Algérie Son Excellence Elisabeth Mugirasoni a présenté ses lettres de créance au Président de la République Algérienne Son Excellence Abdelmadjid Tebboune l'accréditant comme Ambassadeur Extraordinaire et Plenipotentiaire de la République du Burundi.

L'Ambassadeur de la République du Burundi en Algérie S.E Elisabeth Mugirasoni a déclaré que le Burundi est déterminé à renforcer ses relations avec l'Algérie afin d'œuvrer ensemble pour la paix, la sécurité et le développement économique des deux pays. Elle a affirmé devant le Président de la République Algérienne Son Excellence Abdelmadjid Tebboune que l'ouverture de notre Ambassade en Algérie témoigne de la volonté des autorités burundaises de renforcer les bonnes relations entre la République du Burundi et la République Algérienne qui datent de longue date. Elle a souhaité voir les deux pays travailler main dans la main pour la paix et la sécurité et leur développement économique.

Elle a promis de ne ménager aucun effort pour renforcer les relations au plus haut niveau.

Signalons que la cérémonie de remise des lettres de créance de l'Ambassadeur du Burundi en Algérie S.E Elisabeth Mugirasoni s'est déroulée en présence du Ministre des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger, S.E Ahmed Attaf, et du Directeur de Cabinet à la Présidence de la République M. Mohamed Ennadir Larbaoui.

Il convient également de noter que le Burundi et l'Algérie entretiennent une coopération bilatérale de longue date et les deux pays continueront à coopérer dans l'organisation de programmes de renforcement des capacités au profit des Cadres et des Hauts Cadres dans divers domaines tels que l'Agriculture et l'Elevage, l'Education, Santé, etc. Il convient également de noter que l'Algérie accueille depuis longtemps les étudiants de la République du Burundi, notamment dans le domaine de l'informatique.

Claudine Nzigamiye

L'Ambassadeur du Burundi à Paris présente ses lettres de créance à la Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie

Le vendredi 23 juin 2023, Son Excellence Isaïe Kubwayo, Ambassadeur du Burundi en France a présenté ses lettres de créance à Madame Louise Mushikiwabo, Secrétaire Générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'accréditant comme Représentant Personnel du Chef de l'Etat au Conseil Permanent de la Francophonie (CPF).

Rappelons que le Burundi est parmi les Etats membres

de l'Organisation Internationale de la Francophonie et le Gouvernement de la République du Burundi attache une grande importance à l'Organisation Internationale de la Francophonie. Le Burundi est un pays francophone membre de la Communauté Est Africaine et pays frontalier du grand pays francophone, la République Démocratique du Congo qui offre des atouts évidents pour la promotion et la pérennisation de cette langue qui véhicule des valeurs communes.



Signalons aussi que le Burundi organise le 20 mars de chaque année la « Journée Internationale de la Francophonie ». Plusieurs activités sont organisées lors de cette journée avant comme après, dans plusieurs localités du pays.

Ajoutons que le Burundi et l'OIF ont signé un Pacte linguistique le 28 novembre 2014 à Dakar en marge du

Sommet de la Francophonie. Le Pacte Linguistique est une convention de coopération visant à promouvoir la langue française et est construit autour des projets à moyen et à long terme.

Claudine Nzigamiye

La nouvelle Représentante permanente du Burundi à Genève présente ses lettres de Créance à la Directrice Générale de l'Office des Nations Unies à Genève

La Représentante Permanente de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève Madame Elisa Nkerabirori a présenté, mercredi le 14 Juin 2023 ses lettres de créances à Madame Tatiana Valovaya, Directrice Générale de l'Office des Nations Unies à Genève.

La Représentante Permanente de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève est contente de ses nouvelles fonctions étant donné qu'elle était depuis avril 2023, Ambassadeur du Burundi à Londres. Madame Elisa Nkerabirori a aussi signalé qu'en plus des fonctions qu'elle avait dans les domaines des droits de la personne humaine, des affaires sociales et du genre, elle a été affectée à Genève en qualité de Conseiller-Attaché aux affaires juridiques.



Signalons aussi que la représentation de la République du Burundi auprès de l'Office des Nations Unies à Genève date de longtemps. **Claudine Nzigamiye**

Composition du cabinet Ministériel



**Son Excellence Ambassadeur
Albert SHINGIRO**
Ministre des Affaires Etrangères et de
la Coopération au Développement



Monsieur Ferdinand BASHIKAKO
Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires
Etrangères et de la Coopération au Développement



Monsieur Syl die MANIREREKANA
Assistant du Ministre des Affaires Etrangères et
de la Coopération au Développement

Suivez le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement
Sur :

- Site Web: www.mae.gov.bi
- Twitter: [@MAEBurundi](https://twitter.com/MAEBurundi)
- Facebook: [@MAECDBurundi](https://www.facebook.com/MAECDBurundi)
- Instagram: [maecdburundi_](https://www.instagram.com/maecdburundi_)

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

DIRECTION DE LA COMMUNICATION

